

Association pour le Droit de l'Homme et Le Développement Durable

Thank you, Madam Chair. Strengthening trust and social cohesion in Sri Lanka remains impossible as long as the state continues to deny, downplay, and obscure the grave atrocities committed against the Tamil population. For Tamils from [inaudible], the wounds of the past are not abstract history; they are living, unresolved realities. The case of [inaudible]—a well-known Tamil journalist and cultural worker—is one of the most emblematic examples. In the final days of the war, she was seen alive in the custody of the Sri Lankan army; shortly thereafter, disturbing evidence emerged indicating that she had been subjected to sexual violence and subsequently killed. Her fate reflects the experience of thousands of Tamil women whose cases remain uninvestigated, unacknowledged, and unresolved. These incidents are not isolated; they are part of a broader pattern of alleged war crimes, crimes against humanity, as well as structural genocide and ongoing repression. Today, more than 16 years after the end of the genocidal war, no credible national mechanism has delivered justice. On the contrary, impunity is entrenched, and the state continues to silence and persecute Tamil victims and activists while obstructing the search for truth. As Tamils from [inaudible], we continue to await international justice—not out of a desire for revenge, but because it is a fundamental prerequisite for reconciliation, coexistence, and dignity; trust cannot be built on denial, and social cohesion cannot be built on the erasure of victims. We therefore urge UN member states to recognize that the situation in Sri Lanka requires the strengthening, not the weakening, of international oversight. We call for the appointment of a Special Rapporteur dedicated to Sri Lanka, with a mandate to investigate ongoing violations. Furthermore, we reiterate the long-standing demand of Tamil victim groups and civil society that Sri Lanka be referred to the International Criminal Court. Only through genuine accountability can the foundations for peaceful coexistence be restored. Justice delayed, which [CUT OFF BY CHAIR]

Merci, madame la Présidente, renforcer la confiance et la cohésion sociale au Sri Lanka demeure impossible tant que l'état continue de nier, de minimiser et d'obscurcir les graves atrocités commises contre la population tamoule. Pour les Tamouls de [inaudible], les blessures du passé ne sont pas de l'histoire abstraite. Ce sont des vérités vivantes et non résolues. Le cas de [inaudible], une journaliste et travailleuse culturelle tamoule bien connue en est l'un des exemples les plus emblématiques. Les derniers jours de la guerre, elle a été vue vivante sous la garde de l'armée sri lankaise et peu après, des preuves troublantes ont émergé, indiquant qu'elle a été victime de violences sexuelles, puis tuée. Son sort reflète l'expérience de milliers de femmes tamoules dont les cas restent non enquêtés, non reconnus et non résolus. Ces incidents ne sont pas isolés, ils s'inscrivent dans un schéma plus large de crimes de guerre présumés, de crimes contre l'humanité, ainsi que de génocide structurel et de répression en cours. Aujourd'hui, plus de 16 ans après la fin de la guerre génocidaire, aucun mécanisme national crédible n'a rendu justice. Au contraire, l'impunité est enracinée et l'État continue de réduire au silence les victimes tamoules, de les persécuter, de persécuter les activistes tamouls et d'entraver la

recherche de la vérité. En tant que Tamoule de [inaudible], nous continuons à attendre une justice internationale, non pas par esprit de vengeance, mais parce qu'elle constitue une condition fondamentale pour la réconciliation, la coexistence et la dignité, la confiance ne peut être construite sur le déni. La cohésion sociale ne peut être bâtie sur l'effacement des victimes. Nous exhortons donc les États membres des Nations Unies à reconnaître que la situation au Sri Lanka nécessite un renforcement et non un affaiblissement de la surveillance internationale. Nous appelons à la nomination du Rapporteur spécial dédié au Sri Lanka doté d'un mandat pour enquêter sur les violations en cours. De plus, nous réitérons la demande de longue date des groupes de victimes tamouls et de la société civile, que le Sri Lanka soit déféré devant la Cour pénale internationale. C'est ce n'est qu'à travers une véritable reddition de comptes que les bases d'une coexistence pacifique pourront être restaurées. Une justice retardée qui [CUT OFF BY CHAIR]